

Marc, Nicolas, Ferdy, Véronique, Jacques, Abderrahmane, Yousra, Caroline, Moustafa, Insaf, Islam, Cheyma, Amine et Antoinette ♦ Groupe WSM voyage d'immersion au Sénégal

Voyage d'immersion au pays de la Téranga : le Sénégal



Début 2020, quatorze participant.e.s provenant de la CSC, des JOC, de la Mutualité chrétienne et du CIEP MOC de Liège-Verviers-Eupen se sont rendus au Sénégal pour un séjour d'échanges et de rencontres avec les partenaires de WSM sur place : la CNTS (syndicat), le GRAIM (appui aux mutuelles de santé) et Action Jeunesse Environnement (AJE). Une aventure formatrice et riche en découvertes des réalités économiques, sociales et culturelles du pays.

Focus sur la protection sociale, les droits du travail, les droits des jeunes, la santé et l'assurance maladie universelle

Au fil de nos échanges, des différentes rencontres - que ce soit avec des représentant.e.s des ministères, avec les partenaires de WSM, avec les jeunes ou avec les femmes -, nous avons bien dû nous rendre à l'évidence : la phrase que nous entendions souvent « *Au Sénégal, pas de problèmes, que des solutions* » n'était qu'un trompe-l'œil étant donné les défis importants que le pays doit relever : 200.000 demandeur.euse.s d'emploi par an pour 40.000 emplois disponibles ; près de la moitié de la population est âgée de moins de 18 ans ; un secteur informel généralisé ; des centaines d'enfants talibés dans les rues ; une couverture santé à renforcer ; un exode rural important et

une politique environnementale encore à construire...

Âgé de 5 à 15 ans et généralement issu de famille pauvre, souvent rurale, un talibé est un garçon confié à un maître coranique (ou marabout), qui se charge de son éducation religieuse au sein d'une école coranique ("daara"). En contrepartie, l'enfant doit mendier dans les rues et s'acquitter des travaux domestiques pour son maître. Malgré différents projets pour réduire la mendicité et promouvoir leur employabilité par l'apprentissage, les talibés envahissent encore aujourd'hui les rues de Thiès.

La pyramide sanitaire

Bienvenue au poste de santé « Goutte de lait » de Thiès, destiné à 10.650 habitant.e.s. Son personnel est composé d'un chef infirmier, d'une sage-femme et d'agents de santé communautaire (ASC). La particularité de ce premier service dans la pyramide sanitaire est qu'il est dédié uniquement à la consultation. Le.la malade pourra être soigné.e mais ne pourra y être logé.e même en cas de nécessité. En effet, le poste ferme ses portes dès que le.la dernier.e travailleur.euse quitte le lieu car aucun logement n'est prévu pour lui.elle. Pour les cas nécessitant une prise en charge d'au moins une nuit, le.la patient.e est

orienté.e vers le centre de santé (deuxième service dans la pyramide). La plupart des patient.e.s se dirigent spontanément vers un centre de santé ou un hôpital. Or, ce choix leur coûte plus cher que s'ils.elles étaient allés dans un poste de santé. L'État conseille donc de respecter la pyramide sanitaire. Lorsqu'une personne tombe malade, elle doit se rendre en premier lieu vers un "poste de santé". Si son problème n'est pas résolu, elle sera redirigée alors vers le centre de santé. Si la maladie persiste, elle sera envoyée au district sanitaire, pour terminer, en cas de difficulté, à l'hôpital.

Mutuelles de santé et couverture maladie universelle

« *L'homme, la femme et leur enfant feront face au soleil, symbolisant l'ouverture du continent au reste du monde. C'est une force de propulsion et d'attraction vers la grandeur, la stabilité et la pérennité de l'Afrique...* », nous explique André Wade, directeur du GRAIM (Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Mutualistes). Initialement enseignant en langues classiques, André a choisi de travailler pour ce qui était le plus utile pour la communauté. Il sera notre guide durant tout notre séjour. Passionné et convaincu de la nécessité de garantir une protection sociale pour toutes et tous, son 'jusqu'au-boutisme' nous a impressionné.e.s.

Grâce au travail de terrain déployé par le *GRAIM*, nous avons visité la mutuelle de santé *Yombal Fajju Ak Wer*, créée en 2002 et qui était jusqu'en 2013 exclusivement destinée aux femmes. Son ambition était de permettre un accès facile aux soins. Avant l'arrivée de la Couverture maladie universelle (CMU), il y avait 7.000 bénéficiaires. Cette mutuelle prône comme solution la mutualisation. La tenue d'une école préscolaire fait partie de ses missions.

Ensuite, nous avons été à la rencontre d'une *Union des Mutuelles de district* qui permet une meilleure considération des mutuelles lors des négociations. Pour l'Union de Thiès, l'arrivée de la CMU constitue une bonne avancée, même si leur travail est freiné par les retards de transfert d'argent de l'État. Le rôle de l'État est fortement critiqué vu son manque d'initiative. La vision de l'Union est de ne pas dépendre à 100% de l'État, le développement devrait venir du peuple (ex. les mutuelles). Leur espoir est de voir une meilleure gestion des hôpitaux, un accroissement du contrôle des prestations, un renforcement des syndicats, une régulation des prescriptions de médicaments, une remédiation à la défaillance politique actuelle, une obligation d'adhésion aux mutuelles pour tou.te.s les citoyen.ne.s... Ensuite, nous avons rencontré les représentant.e.s de l'*Union départementale des Mutuelles* (gestion des mutuelles au niveau régional) qui ont insisté sur l'urgence de trouver une solution face à l'endettement des mutuelles.

La rencontre avec l'*Agence de la CMU* fut tout aussi intéressante. L'Agence offre la possibilité aux personnes les plus démunies (la plupart travaillant dans le secteur informel) de bénéficier d'une couverture du risque maladie. Cette couverture est passée de 20% en 2014 à 49% en 2019. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire (retard de paiement et autres), malgré le travail du gouvernement actuel pour étendre davantage cette couverture. À deux pas des bureaux du *GRAIM* se trouve le *Centre Anne-Marie Mortier*, un service d'éducation et de rééducation pour les enfants atteints d'IMC (Infirmitté Motrice Cérébrale), que

La COVID-19 touche le pays

Cette crise rappelle que la protection sociale comme forme de solidarité organisée et institutionnalisée est la meilleure garantie pour tou.te.s, y compris les plus vulnérables. C'est dans ce contexte que le *GRAIM* en synergie avec le *REMPS (Réseau Multi-Acteurs de la Protection Sociale)* apportent leur contribution dans la lutte contre la propagation de cette pandémie. Leurs actions sont de deux ordres. D'une part, des campagnes de sensibilisation sont développées via des spots radio/TV afin que les populations s'approprient des mesures de prévention prises par le gouvernement et, d'autre part, des distributions de matériel (masques, savons,...) sont organisées par les mutuelles de santé. Ces actions sont coordonnées au niveau national.

nous avons visité. Très peu reconnue par les habitant.e.s qui pensent qu'elle est liée à un mauvais sort et préfèrent ne pas emmener leurs enfants dans ce service spécialisé, cette maladie s'explique dans 80% des cas par la consanguinité et des complications lors de l'accouchement.

Mutualiser les problèmes, c'est mutualiser les solutions

Fandène est la commune où est née la première mutuelle de santé du Sénégal. Considérée comme une référence, elle est régulièrement invoquée comme preuve d'une culture mutualiste au Sénégal ainsi que comme potentiel des mutuelles communautaires à protéger efficacement les travailleur.euse.s du secteur informel et rural contre le risque de maladie.

C'est dans ce contexte favorable que, depuis 1992, un *Réseau de femmes rurales* s'y organise, avec aujourd'hui 58 groupements et près de 2.000 membres. Son objectif est la valorisation de leurs savoirs et le renforcement de leurs capacités. Un des grands obstacles rencontrés par les femmes est leur difficulté à faire reconnaître leur capacité à pouvoir recevoir une terre pour la cultiver ou y construire. Par le passé, les terres étaient données aux aînés de la famille. Les femmes avaient un rôle secondaire qui consistait principalement à faire la cuisine et aider dans les champs. Des avancées ont été réalisées depuis la création du Réseau afin de faire valoir le droit des femmes rurales et de leur donner une place équitable par rapport à celle des hommes. Émissions télé et radio, plaidoyers, rencontres, ateliers... sont autant d'outils que les femmes du Réseau

utilisent pour réclamer au Sénégal et ailleurs le droit de posséder des parcelles et de les cultiver de manière saine et durable. Cette agriculture éducative permet de freiner l'exode rural. Enfin, le Réseau fonctionne sur base de cotisations. Lorsqu'une femme a besoin d'un crédit, une caisse d'épargne créée au sein du Réseau lui vient en aide.

Un syndicat qui protège les travailleuse.s du secteur informel

Bienvenue dans le bâtiment flamboyant neuf à peine inauguré de la *CNTS (Confédération nationale des Travailleurs sénégalais)*, centrale syndicale située au cœur de Dakar). Avec ses treize employé.e.s salarié.e.s, la CNTS est présente dans quatorze régions (558 communes) et compte 70.000 cotisant.e.s (du secteur formel) et 60.000 non-cotisant.e.s (du secteur informel). Son travail est essentiellement lié à l'encadrement syndical, au plaidoyer politique et à la formation. Présente dans tous les secteurs, la CNTS est le premier syndicat au Sénégal en termes de représentativité (39% lors des dernières élections sociales).



Plusieurs défis sont sur la table : faire reconnaître le travail informel comme un vrai travail auprès des autorités locales ; contrer l'envahissement du marché sénégalais par les entreprises chinoises et faire face à la précarisation des travailleurs.euse.s qui y travaillent (licencier abusif, contrat de travail ambigu et non traduit, charge de travail inhumaine, etc) ; pouvoir faire cotiser les non-cotisants.e.s (secteur informel). Grâce au dynamisme de son comité de jeunes, la CNTS organise des formations syndicales pour leur permettre de devenir délégué.e. « *Investir sur les jeunes est un investissement d'avenir* » nous confie Mody Guiro, son Secrétaire général. Enfin, la CNTS n'oublie pas la dimension genre dans son travail quotidien et souligne que 43% de ses travailleurs sont des femmes et que ces dernières ont tout à fait leur place dans le schéma syndical sénégalais.

Et les jeunes dans tout ça ?

Dès notre arrivée à *Action Jeunes Environnement (AJE)*, nous avons été plongé.e.s dans le décor en étant accueilli.e.s dans un atelier de ferronnerie, où Marc Emmanuel, jeune ferronnier, encadre deux apprentis issus de son quartier d'origine. Sans AJE, il n'aurait pas pu ouvrir son atelier : AJE permet aux jeunes de se former et de se lancer dans des projets professionnels. Pour Marc Emmanuel, les débuts ont été difficiles mais il a tenu bon pour y arriver. Ismaël, conseiller jeunesse chez AJE (bois, restaurateur, métallurgie...), accompagne les jeunes qui créent leur coopérative. Après cette visite d'atelier, nous nous sommes rendu.e.s dans les locaux de l'association, qui se si-

tuent dans la périphérie de Thiès. Créée en 2002, AJE est véritablement une ONG d'insertion à travers des formations¹. Inspiré de la méthode « Voir-Juger-Agir », utilisée par la JOC, son fonctionnement se base sur la participation. D'ailleurs, leur slogan est « *Je participe, tu facilites* ». L'association est aussi un lieu d'accueil et d'écoute, un centre de formation de courte durée et un espace d'infos et d'insertion technologique. L'apprenti.e d'aujourd'hui est le.la mutualiste et/ou le.la syndicaliste de demain. D'où l'importance de la présence de cette structure dans le *Réseau multi-acteur pour la protection sociale (REMAYS)* du Sénégal. Éducation, sécurité alimentaire, eau et protection de l'environnement sont les thématiques traitées par AJE, qui est présente dans cinq régions du pays, dont Dakar, et Thiès. À AJE de Thiès, créée en 2010, les thématiques les plus travaillées sont la formation professionnelle, l'insertion, l'écologie sociale, la sécurité climatique et la protection de l'enfant.

Le rôle d'AJE est vraiment devenu plus clair lorsque nous avons échangé avec les jeunes qui suivent le programme. Les jeunes s'organisent sous forme de coopérative qu'ils.elles lancent en fonction de leurs centres d'intérêt (couture, restauration, bois, métallurgie...). AJE y joue le rôle d'accompagnateur et va les diriger vers des solutions, tels les microcrédits utilisés pour pouvoir lancer des activités (communication, ...).

Tourisme et écologie

Notre rencontre avec les représentants du ministère du Tourisme et des Transports aériens nous a permis de

nous rendre compte que le Sénégal est un jeune pays avec énormément d'espoirs, mais aussi beaucoup de limites. Le tourisme constitue environ 7% du PIB et repose essentiellement sur un tourisme international, avec pour objectif d'accueillir 20 millions de touristes en 2024. Un tourisme fortement basé sur l'utilisation de l'avion comme moyen de transport (avec toutes les conséquences écologiques connues), et l'épuisement du pétrole dans un avenir proche pourrait mettre en péril les efforts accomplis jusqu'ici. Beaucoup d'ambitions, mais une vision sur le long terme qui manque parfois de clarté.

Les incontournables

Aller au Sénégal sans découvrir certains sites, ce ne serait pas plonger dans la réalité de ce pays. Nous avons donc pu nous recueillir sur l'Île de Gorée, magnifique, mais avec un passé qui cristallise tellement la douloureuse mémoire de l'esclavage que nous avons ressenti cette souffrance. À Dakar, nous avons assisté à une cérémonie culturelle très populaire au pays de la téranga : la lutte sénégalaise ! Un vrai régal au niveau culturel ! Nous tenons à remercier les partenaires de WSM qui nous ont facilité l'accès au stade et pas n'importe quel accès : nous avons eu droit à faire un tour de piste tout en saluant le public.

À Lalanne, village dont André est le chef, nous avons eu la chance de passer une nuit. Réparti.e.s en duo, nous avons logé.e.s chez les habitant.e.s du village. Une expérience unique permettant de sortir du quotidien et de notre confort. Un moment de partage et de bienveillance avec des personnes que

